Rémi SAVARD

Anthropologue, professeur retraité de l'enseignement, Université de Montréal

(1977)

“Pour un dialogue politique possible avec l'autochtone québécois”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Rémi Savard

Anthropologue, professeur retraité de l'enseignement, Université de Montréal

“Pour un dialogue politique possible avec l'autochtone québécois.”

Un article publié dans la revue ***POSSIBLES***, vol. 1, no 3-4, printemps-été 1977, pp. 1-11.

M Rémi Savard, anthropologue, retraité de l'enseignement de l'Université de Montréal, nous a accordé le 15 novembre 2005 son autorisation de diffuser électroniquement toutes ses publications dans Les Classiques des sciences sociales.

Courriel : legersavard@sympatico.ca

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 14 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition complétée le 10 septembre 2012 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Rémi Savard

Anthropologue, professeur retraité de l'enseignement, Université de Montréal

“Pour un dialogue politique possible avec l'autochtone québécois.”

Un article publié dans la revue **POSSIBLES**, vol. 1, no 3-4, printemps-été 1977, pp. 1-11.

[1]

Rémi Savard *

Anthropologue, professeur retraité de l'enseignement, Université de Montréal

“Pour un dialogue politique possible avec l'autochtone québécois.”

Un article publié dans la revue **POSSIBLES**, vol. 1, no 3-4, printemps-été 1977, pp. 1-11.

C'était peu après le 15 novembre 1976. Je rencontrais, ce jour-là, un ami indien depuis longtemps actif dans les divers mouvements de libération de son peuple. Ses yeux brillèrent, quand il nous félicita en me serrant la main; sa joie serait sans réserve, ajoute-t-il comme pour l'excuser de ne pas être aussi totale que la mienne, si son peuple pouvait entrevoir avec un espoir aussi immédiat la fin du cauchemar colonial. Depuis que nous nous connaissons et que nous travaillions ensemble, il avait toujours été question entré nous de leur liberté; et voilà que c'était la nôtre qui, déjà pointait à l'horizon telle un immense soleil levant...

LES MOUVEMENTS POLITIQUES AUTOCHTONES AU QUÉBEC

À l'exception de quelques tentatives encore assez mal connues ¹, l'histoire des mouvements politiques autochtones au Québec se situe presque entièrement à l'intérieur de la dernière décennie. Elle n'en est

* Professeur au département d'anthropologie de l'Université de Montréal.

¹ Vers les années 40, le Huron Jules Sioui et le chef algonquin Comanda, tous deux du Québec, déployèrent de grands efforts pour mettre en marche un mouvement pan-indien au Canada.

cependant pas moins tributaire, comme on peut facilement l'imaginer, du type de rapports Indiens-Blancs [2] instaurés par le régime colonial français, et poursuivis jusqu'à nos jours par les administrations anglaise et canadienne.

Au début des années 60, le tuteur légal des autochtones du Canada (le gouvernement fédéral) entreprit ce qui se voulait une révision complète de ses rapports avec les populations indiennes et inuit. Il fallut attendre 1969 pour connaître le résultat de cette opération: un *livre blanc* (!) proposant que les autochtones, désormais considérés comme des citoyens canadiens à *part entière*, tombent sous la juridiction des divers gouvernements provinciaux et territoriaux du pays. L'application d'une telle politique devait entraîner, disait-on, la disparition du ministère des Affaires Indiennes dans un délai de cinq ans. Personne ne fut dupe de la *rhétorique démocratique* de ce document; les autochtones y virent une version canadienne de la loi américaine visant à l'élimination du statut d'Indien. Leur réaction fut rapide et efficace, comme nous aurons l'occasion de le souligner plus loin. Restons-en, pour l'instant, au début des années 60.

Pour apporter un semblant de caution morale à cette nouvelle politique, les fonctionnaires fédéraux mirent sur pieds des comités consultatifs chargés, disait-on, d'éclairer le ministère dans le choix et l'application de ses politiques à l'endroit des autochtones. Au Québec, les membres de ce comité furent choisis par le ministère, parmi les Indiens ayant déjà acquis une certaine notoriété dans le système des *conseils de bande*. Ces conseils existaient déjà depuis plusieurs années. Le gouvernement canadien avait considéré très tôt, comme formant une *bande*, l'ensemble des Indiens ayant pris l'habitude de venir plus ou moins régulièrement échanger quelques fourrures à tel ou tel comptoir de traite. Les membres de ces *bandes* furent encouragés à élire un chef et des conseillers en nombre variant au prorata de la population des dites *bandes*. Dans le reste du Canada, les *bandes* furent jadis plus ou moins forcées de signer des traités par lesquels, en échange de vastes étendues de terre, elles obtenaient du gouvernement quelques acres (*réserves*), [3] la vague promesse de certains services (santé, éducation, etc.) et ce que nous avons pris l'habitude de considérer comme des privilèges (vg. exemptions de taxe). Ces *conseils de bandes* furent créés par le gouvernement pour remplir la fonction d'intermédiaire entre lui et ses *pupilles*. Pour

diverses raisons, *réserves* et *conseils de bande* apparurent au Québec sans que des traités n'aient été signés. On verra plus loin comment cette particularité deviendra déterminante dans la vie des mouvements politiques autochtones du Québec. C'est donc parmi ces *chefs indiens*, dont on ne soulignera jamais assez le rôle de cheville ouvrière qu'on entendait leur faire jouer dans une politique *d'indirect rule*, que les fonctionnaires fédéraux choisirent eux-mêmes leurs interlocuteurs (comité consultatif).

Le résultat de toute cette opération-mascarade, savoir le *livre blanc* de 1969, nous permet d'imaginer l'esprit dans lequel a dû se dérouler ce simulacre de consultation. Il n'en demeure pas moins que les chefs indiens formulèrent les nombreux griefs de leurs populations (droits territoriaux, droits de pêche, de trappe, de chasse, etc.), et firent connaître leur opposition aux nouvelles visées politiques du gouvernement fédéral ; leur approche était depuis longtemps radicalement opposée à ce qui formera l'essentiel du *livre blanc*. Donc, et déjà avant la parution de ce dernier, le fossé commençait à se creuser entre Indiens et gouvernement fédéral. En 1965, le pseudo-comité consultatif se transforma en véritable organisme officiellement dévoué aux intérêts des autochtones. Le ministère lui-même semble avoir joué un rôle déterminant dans cette mutation ; il assura au nouvel organisme son assistance technique, en libérant certains de ses fonctionnaires indiens pour qu'ils puissent y travailler, de même que son assistance financière, en assumant le coût d'opération de ce qui devait devenir *l'Association des Indiens du Québec* (AIQ). *L'indirect rule* a ses exigences ; sentant la situation se corser, le Ministère a vraisemblablement cru sage de lâcher du lest pour s'assurer finalement un meilleur contrôle de la situation.

[4]

Dès sa naissance, l'AIQ participa au vaste mouvement de protestation contre le *livre blanc*, organisé par les Indiens du Canada. Le gouvernement canadien fut forcé de faire marche arrière ; il mit temporairement en sourdine ses grands projets de révision du statut indien. A partir de son siège social situé dans la *réserve* de Lorette, à proximité de la ville de Québec, l'AIQ entreprit alors de formuler le contentieux territorial propre aux Indiens du Québec (absence de traité). Les choses se précipitèrent au printemps 1971, lorsque le premier ministre québécois annonça la construction d'un vaste réseau

de barrages dans la région de la baie James, destiné à produire de l'énergie hydro-électrique. Les Indiens cris et leurs voisins inuit, supportés par l'ensemble des autochtones du Québec, chargèrent l'AIQ de rencontrer ce premier ministre. Il s'agissait de lui rappeler les points suivants : 1/ il n'y avait jamais eu de traité pour cette région du Québec, 2/ en 1912, lorsque le gouvernement fédéral céda cette portion de territoire au Québec, le protocole d'entente entre les deux paliers de gouvernement prévoyait qu'aucun développement privé ou public n'aurait lieu dans ce territoire, sans qu'un traité ne soit signé avec les populations autochtones y résidant. Le premier ministre québécois ayant fait la sourde oreille aux émissaires autochtones venus spécialement à Montréal pour le rencontrer, l'AIQ fut aussitôt mandatée pour entreprendre des actions judiciaires visant : 1/ à faire d'abord cesser les travaux de construction de barrages déjà amorcés, 2/ à faire reconnaître ensuite par les tribunaux les droits autochtones sur ces territoires. Le premier procès, visant à obtenir l'arrêt des travaux, dura sept mois. Le jugement ayant été favorable aux autochtones, le gouvernement se voyait forcé de suspendre ses opérations à la baie James, tant et aussi longtemps que la cour ne se serait pas prononcée sur le second point, savoir les droits autochtones sur le territoire en question. Le gouvernement s'empessa d'interjeter appel, étant donné les intérêts économiques gigantesques impliqués dans ce projet hydroélectrique; l'audition dura une Journée et demie, au terme de laquelle cette cour de seconde, instance annula l'injonction interlocutoire qui venait d'accorder [5] celle de première instance. Il était, paraît-il, de l'intérêt général de la population québécois que les compagnies multinationales poursuivent, avec l'aide du gouvernement québécois et l'acceptation tacite du tuteur fédéral, leurs opérations à la baie James !

Le premier jugement avait cependant constitué un sérieux avertissement pour les pouvoirs financiers. Leurs hommes de mains politiques furent invités à y mettre les formes. Aussitôt s'amorcèrent des tractations visant à amener l'AIQ à céder les droits autochtones à la baie James, en échange de compensations financières apparemment généreuses. Encouragée par le premier jugement, l'AIQ s'opposa farouchement à tout règlement négocié devant résulter en une telle extinction de droits implicitement reconnus par la cour de première instance. Il s'agissait plutôt pour elle d'établir ceux-ci, pour ensuite se

retourner vers toutes les autres régions du Québec où elle prétendait que les autochtones avaient des droits analogues. La perspective du travail de l'AIQ n'était pas de s'opposer nécessairement à tout projet de développement, mais de pouvoir discuter avec d'éventuels promoteurs privés ou publics en termes de redevances fondées sur des droits qu'elle n'entendait sûrement pas éteindre. Il s'agissait d'un effort ultime en vue d'échapper à l'infamante et dégradante dépendance économique.

Une telle perspective de travail allait directement à l'encontre du rôle que les pouvoirs avaient imaginé pour le comité consultatif d'abord, pour l'AIQ ensuite. Connaissant mieux que quiconque les points faibles de cette dernière, les négociateurs gouvernementaux du Québec (dont le principal venait tout juste de quitter le poste de sous-ministre des Affaires Indiennes à Ottawa) décidèrent alors de s'adresser directement aux organismes autochtones locaux de la baie James: le *Conseil des chefs cris* et, pour les Inuit, une association récemment créée, la *Northern Quebec Inuit Association* (NQIA). Les Indiens du Nord avaient toujours, et souvent non sans raison, vu avec une certaine suspicion les tractations entre le gouvernement et leurs représentants provinciaux recrutés [6] dans les *réserves* urbanisées du sud. Un sentiment analogue, et peut-être plus fort encore, s'était développé chez les Inuit. C'est ainsi que l'AIQ fut rapidement éjectée du dossier; le gouvernement québécois en arriva à une entente avec ses nouveaux interlocuteurs, ravis de l'importance qu'on leur accordait soudainement. Au chapitre 2, qui traite des dispositions principales de cette entente, on peut lire ce qui suit:

"En considération des droits et des avantages accordés par les présentes aux Cris de la Baie James et aux Inuit du Québec, les Cris de la Baie James et les Inuit du Québec cèdent, renoncent, abandonnent et transportent par les présentes tous leurs droits, revendications, titres et intérêts autochtones, quels qu'ils soient, aux terres et dans les terres du Territoire et du Québec, et le Québec et le Canada acceptent cette cession."

On pourrait épiloguer longtemps pour savoir si les Cris et les Inuit ont ainsi obtenu des compensations équitables. On se rappellera cependant que les objectifs premiers étaient d'une toute autre nature; ceux-ci ont dû être complètement abandonnés. L'AIQ ne s'en est pas remise. Pour la première fois peut-être de sa brève existence, elle avait

tenté de dissocier explicitement de la farce de *l'indirect rule* ayant présidé à sa naissance et à plusieurs de ses comportements. Mais l'ambiguïté, dont elle avait eu tant de mal à se départir, l'avait rendu trop vulnérable pour résister à un tel choc. Les Cris ayant en quelque sorte donné le ton de la décentralisation, les Montagnais et les Attikamèques formèrent un organisme politique régional durant l'été 1976 (*Conseil Attikamèque-Montagnais*). Les Algonquins, les Hurons, les *Abénaquis*, les *Mowak* et les *Micmac* cherchent présentement à mettre sur pieds autant de conseils tribaux. L'AIQ n'existe plus depuis l'automne 1976; ses jours étaient comptés dès qu'elle voulu déroger au rôle prévu pour elle par le pouvoir colonial qui l'avait mise sur pieds quelques dix ans auparavant. Toutefois, un comité provisoire travaille présentement à mettre en place, dans des délais très courts, une confédération des tributs indiennes du Québec.

[7]

Cette récente redéfinition des structures politiques autochtones au Québec met en lumière un phénomène nouveau. Le pouvoir indien, jadis monopolisé dans le cadre de l'AIQ par les petits groupes acculturés des *réserves* urbanisées du sud, où le pouvoir colonial trouvait les interlocuteurs valables qu'il souhaitait, passe présentement entre les mains des groupes plus nombreux et moins acculturés de l'arrière-pays: Cris, Montagnais et Attikamèques. Sans le vouloir, le gouvernement libéral du Québec aura ainsi accéléré le processus de prise de conscience du mouvement indien. Le nouveau pouvoir du nord repose entre les mains de groupes plus nombreux, moins affectés par le mode de production capitaliste et mieux informés que jadis des véritables visées du pouvoir blanc. Mais le pouvoir colonial veille au grain; plus souriant et courtois que jamais, il cherche à s'insinuer dans les nouvelles structures politiques autochtones.

LA FIN DES TUTELLES?

Les gouvernements représentatifs des quelques 30,000 autochtones du Québec (Inuit et Indiens) n'étant donc pas reconnus comme tels, ces populations sont encore aujourd'hui régies par une tutelle spéciale du gouvernement fédéral du Canada. Les rapports qu'elles

entretiennent avec ce tuteur sont marqués au coin de l'ambiguïté; il s'en dégage sans cesse une odeur de *torchon brûlé* mais, comme il arrive toujours dans des situations de ce type, on y observe aussi une tendance à épouser les causes du tuteur lui-même. Ainsi est-il de notoriété publique qu'un certain sentiment anti-québécois se retrouve encore chez les populations autochtones du Québec. Un de leurs leaders ne soulevait-il pas, il y a quelques années, l'enthousiasme d'un auditoire de l'ouest canadien, en déclarant que les autochtones de cette province s'empresseraient d'annuler les effets d'une éventuelle sécession du Québec, en réclamant aussitôt la majeure partie du territoire ? Quant à la population québécoise, qui n'est pas encore parvenu elle non plus à se donner un régime politique à son image, il lui est souvent arrivé d'appuyer l'action de ses gouvernants à l'encontre des intérêts des autochtones du Québec. L'opposition [8] de ceux-ci au projet hydro-électrique à la baie James, entendait-on ici et là dans les salles de rédaction de nos journaux, n'est encore qu'un coup monté par le tuteur fédéral, pour mieux faire échec au développement du Québec ! Et nous poussâmes tous un unanime soupir de soulagement, en entendant trois juges de la cour d'appel du Québec casser le jugement Malouf, sous prétexte que l'intérêt de la majorité que nous sommes devait prévaloir sur celui d'une poignée de chasseurs cris et inuit !

Le processus d'identification à l'agresseur joue dans les deux cas; il permet aux puissances financières de souffler, au besoin, sur les braises toujours latentes du racisme, ce divertissement dont elles ont besoin pour s'employer en toute quiétude à retirer les marrons du feu. Comment se dégager d'un tel cercle infernal ? La question revêt une importance d'autant plus grande que la population québécoise pourrait être à la veille de quitter la tutelle fédérale, pour se donner un régime politique souverain. C'est dans une telle perspective qu'il devient urgent de commencer à explorer les bases nouvelles, sur lesquelles s'établiront nos rapports avec les autochtones de cet éventuel pays.

La question ne tient pas seulement à des préoccupations d'ordre éthique. Si les autochtones ne présentent aucun impact électoral, leur disposition de pupille du gouvernement fédéral risque de devenir un élément important des discussions pré-référendum. Et si l'accession du Québec à l'indépendance ne devait se traduire, pour eux, que par un changement de tutelle, quel intérêt auraient-ils à mettre de côté la

méfiance séculaire inspirée par leur tuteur actuel à l'endroit des francophones ? Par contre, un minimum d'imagination suffirait pour qu'une telle méfiance cède la place à un dialogue possible. Si nos rapports n'ont pas toujours été ce qu'ils auraient dû être, j'ai suggéré plus haut que cela tenait en grande partie, de part et d'autre, à des réflexes de colonisés. Aussi, un Québec souverain ne parviendra à établir des rapports positifs avec les autochtones, que si de tels rapports se situent en dehors de toutes références [9] coloniales, que s'il consent à leurs reconnaître au départ, et de façon non-équivoque, la possibilité de se dégager eux-aussi de toutes espèces de tutelle afin de reprendre enfin, comme collectivité, la place qui leur revient parmi les nations. Ce préalable à toute discussion n'est rien de plus, mais rien de moins aussi, que la reconnaissance effective du droit de ces peuples à l'autodétermination, ce qui veut dire la reconnaissance officielle des mouvements qui les représentent à titre de gouvernements souverains. S'il est une exigence minimum à laquelle un Québec souverain devrait se montrer sensible, c'est bien celle-là. Il serait quelque peu embarrassant pour lui de tiquer sur un tel préalable, sous prétexte qu'il pourrait nous causer des ennuis par la suite.

En plus de nous empêcher de sombrer dans l'incohérence politique, une telle approche du problème aurait l'avantage de désamorcer les stratégies de ceux qui s'apprêtent, dans le cadre du plus odieux des chantages, à se servir des autochtones pour faire échec aux aspirations des Québécois, sans pour autant offrir à leurs otages le moindre espoir de se dégager un jour, comme collectivités, de la tutelle séculaire qui pèse sur eux. Qu'on me comprenne bien. Je ne plaide pas ici en faveur de tel ou tel type d'entente entre Québécois et autochtones; la chose ne serait pas seulement prématurée, mais contradictoire, puisque je n'ai ni la compétence ni le droit de parler au nom de ces derniers. Je suggère simplement une ouverture d'esprit totale de notre part, pour que nous ne retombions pas, et comme à l'envers, dans l'absurdité politique ayant caractérisé nos rapports avec la majorité canadienne. Toute position se situant au départ en deçà de celle que je propose se ramènerait, il me semble, à une dispute odieuse entre le Canada et le Québec, en vue de déterminer lequel des deux pays continuerait à exercer la tutelle sur les autochtones, à moins que le nationalisme québécois entretienne, à l'endroit de ceux-ci, le même rêve inavoué

d'assimilation que la majorité canadienne a longtemps fait et pour eux et pour nous.

[10]

Même si nos rapports avec les populations autochtones furent souvent difficiles, pour les raisons indiquées plus haut, nous avons cette chance politique extraordinaire de n'avoir jamais joué vis-à-vis elles le rôle non-enviable de tuteur. A l'aube de notre véritable histoire politique, l'opportunité nous est donc encore donnée d'arracher la racine de ce qui pourrait un jour devenir un dossier sombre du pays nommé Québec. Mais si ces préoccupations de cohérence et de stratégie politiques devraient suffire à écarter notre paranoïa d'antan, qui nous fit si souvent voir l'ennemi anglais derrière les yeux bridés de nos compagnons de route autochtones, il en est une autre que l'ignorance *crasse* de plusieurs d'entre nous mettra peut-être encore au compte d'un quelconque *indianloverisme* : ces cultures autochtones, avec lesquelles nous sommes en contact depuis près de trois siècles, nous ont déjà apporté beaucoup plus qu'on le croit, et leur développement ultérieur risque de contribuer de façon déterminante à la qualité de la vie dans ce coin de terre que nous partageons. Il n'est pas impossible que l'indéracinable attachement dont elles ont toujours fait preuve à l'endroit de ce dernier, soit pour quelque chose dans la volonté québécoise de s'y identifier de façon rigoureuse. Membres de minorités ethniques si l'on veut parler chiffres, mais ni *immigrants* ni *immigrés* (*il* deviendrait d'ailleurs vite embarrassant de mobiliser ces termes pour traiter de nos rapports avec eux), ces gens ont, et ce depuis des millénaires, investi ici plus d'énergie que toute celle dont nous ne serons jamais capables de faire montre. Leur histoire d'amour avec ce pays fut toujours caractérisée par un respect infini et une connaissance insoupçonnée de l'environnement, autant d'éléments qui, pour continuer à jouer un rôle de stimulants puissants dans l'aventure d'ici, exigent les meilleures conditions de développement de ces peuples, c'est-à-dire la souveraineté politique.

Ceux qui ont un sens aigu des phénomènes politiques savent que je plaide ici pour un certain réalisme qui, s'il veut éviter la bêtise des *manifestes fonctionnels*, se doit d'être à la fois imaginaire et franc. On aura aussi compris que je cherche désespérément [11] à éviter d'avoir, lors de mes prochaines rencontres avec mon ami indien, à lui annoncer que ce que les miens ont trouvé de mieux à offrir aux siens,

c'est un choix entre l'ancienne tutelle et la nouvelle! Le climat politique général au Québec n'offre que très peu de signes encourageants en ce sens. Les Québécois accepteront-ils de voir se lever plus d'un soleil sur cette terre du nord-est américain... ?